

Adaptions des lois – aide-mémoire

2001

- 9 mars 2001 : Révision de l'Ordonnance sur la Navigation Intérieure, instauration de la discrimination envers les kitesurfeurs (entre autres : non-reconnaissance comme bateau à voile, interdiction, obligation d'assurance, obligation de priorité, limitation de matériel)

2011

- Lancement de la motion Hess par les Kitegenossen, la SKA et Swiss Sailing

Parité du kitesurf avec d'autres sports aquatiques

- Les lois « sont à changer d'une telle façon qu'en règle générale, la navigation avec des planches à cerf-volant (le kitesurf) est **permise sur les eaux suisses** et que les **kitesurfeurs jouissent donc des mêmes droits** que les autres utilisateurs des lacs. » Entre autres, l'article 54, paragraphe 2bis de l'Ordonnance devrait être abrogé. [etc.]

2012

- 20 septembre 2012 :
Le Conseil des États adopte la motion Hess avec 17 votes pour et 12 contre.
- 14 décembre 2012 :
Le Conseil Fédéral adopte la motion Hesse avec 143 votes en sa faveur et 31 contre.

Adaptation des lois – discrimination

Article de l'ONI	Kite	Autres bateaux à voiles (p. ex. la planche à voile)
Art. 2a, 16 : Définition	non-reconnaissance comme bateau à voile	défini comme bateau à voile
Art. 37,6 : Signalisation des surfaces d'eau	signalisation des surfaces permises	non nécessaire
Art. 44, 1f : Obligation de priorité	doit céder la priorité à tous	priorité devant des bateaux à moteur et à rames
Art 54, 2b ^{is} : Interdiction	interdiction	aucune
Art 140b : Limitation de longueur des cordes	25 m	Aucune limitation de la hauteur des mâts (Alinghi : 65 m)
Art. 153, 2 ^{bis} , Art. 155, 5d : Obligation d'assurance	obligation d'assurance (étant par ainsi exclu de l'assurance de responsabilité civile)	A partir de 25 m ² (bateaux plus petit inclus dans l'assurance de responsabilité civile)

Adaptation des lois – processus de consultation

Situation initiale

- Esquisse de l'ONI : Seulement l'abrogation de l'interdiction (Art. 54)

Point de vue des Kitegenossen :

- Reconnaissance comme bateau à voile
- Élimination des discriminations (priorité, interdiction, limitations matérielles, obligation d'assurance)

Adaptation des lois – résultats (dès le 15 février 2014)

Définition (Art 2a, chif. 16):

- « 'planche à cerf-volant', un **bateau à voile** à coque fermée qui est tiré par des engins volant non-motorisés. Le dispositif volant est relié par un système de cordes à la personne debout sur la planche. »

Signalisation des certaines zones d'eau (Art. 37, par. 6),

- « Si, dans certaines zones d'eau, des couloirs de décollage seront ouverts au kitesurf, ceux-ci peuvent être marqués par un panneau d'information sur la rive du type 5 ter (cf. annexe 4) »

Priorité des autres bateaux vis-à-vis des kitesurfeurs (Art. 44, par.1, chif. f.)

- « Les planches à voiles et planches à cerf-volant cèdent la priorité au tous les autres. »

Interdiction (art 54, par. 2, 2bis)

- Sera abrogée le 15 février **2016**.

Nouveau (Art. 54, 2, 2ter)

- « Dans des zones de rivages, les autorités compétentes peuvent limiter la navigation avec des planches à cerf-volant à des couloirs de décollage autorisés par décision administrative et signalés comme tels. »

Cordes tractrices et directrices (Art. 140b)

- Abrogé

Obligation d'assurance/assurance minimale (Art. 153/Art. 155)

- Restée en vigueur

Rappel de l'obligation de porter un gilet de sauvetage, en vigueur depuis 2009

Dispositifs de sauvetage/aide à la nage

Art. 134, chif. 4

- « Sur les navires, un moyen de sauvetage individuel ou une place dans un moyen de sauvetage collectif doit être à la disposition de toute personne se trouvant à bord. »

Art. 134, chif. 4bis, lit. A

- « Les bateaux à rames et les agrès aquatiques aptes à la compétition navigant sur des lacs près de la zone de rivage intérieure ou extérieure sont exempts de cette obligation. »

Art. 134a

- Chiffre 1 : « Les planches à cerf-volant, le planches à voiles, les canots de compétition sont considéré comme des agrès aquatiques aptes à la compétition.
- Chiffre 2 : « Sur des agrès aquatiques aptes à la compétition, le port d'une aide à la nage au lieu des dispositifs de sauvetage selon l'article 134 est autorisé. »
- Chiffre 3 : « Des gilets de sauvetages réunissant les critères de la norme industrielle *SN EN ISO 12402-5:2006* dans sa version de novembre 2006 sont considérés comme des aide à la nage. »

Rappel de l'obligation de porter un gilet de sauvetage, en vigueur depuis 2009

Dispositifs de sauvetage/aide à la nage

